

Observatoire social Sud Kivu - Discussion

Dernière mise à jour : 12.11.16

Ce document résume les discussions qui ont suivi la mise en circulation de la proposition de projet « Observatoire social Sud Kivu » en juin 2016.

Veillez noter qu'aucun financement est attribué ou promis dans ce cadre et que tous les coûts pour l'élaboration de la proposition et les recherches à sa base ont été supportées par son auteur jusqu'à présent.

Pour suivre l'évolution de ce dossier, un forum internet est installé auquel vous pouvez accéder avec un mot de passe. Adressez-vous aux coordonnées suivantes pour participer à la discussion :

<mailto:info@h-connect.ch> ; +243 816 764 506 ; +243 972 266 664 ; +41 79 635 99 71

'Chantiers'

Pour structurer la discussion, huit champs thématiques sont identifiés actuellement. On peut les voir comme des chantiers qui sont, de nature, interconnectés.

Cadre institutionnel

Pour la phase initiale, l'auteur de projet a choisi d'utiliser sa société à responsabilité limitée (Sarl) pour entamer les premiers pas. Ceci en toute conscience qu'une solution moins personnalisée serait à envisager si l'idée se concrétise. D'où ressortent trois questions principales:

- Quelle sera la structure pour démarrer le projet?
- Quelle serait un modèle adéquat pour la gestion du projet ?
- Dans quel rôle se voit l'auteur lui même?

Les discussions à ces sujets ont démontrée qu'il faut différencier entre la phase initiale et les phases de mise en œuvre et de pérennisation.

Phase initiale du projet: Voici en somme les options discutées pour un cadre institutionnel dans la phase initiale du projet:

- a) Une structure locale ad hoc
- b) Une organisation ou institution spécialisé
- c) Un bailleur de fonds
- d) Une structure ad hoc non-congolaise

Aucune préférence n'a été exprimée pour l'une des options susmentionnées. Toutefois, aucun commentateur ne doute que l'indépendance et l'autonomie du cadre institutionnel est un facteur clé pour le succès du projet. Confier le projet à une structure locale existante serait certainement souhaitable mais nécessite des compétences spécifiques de la part de cette structure, qui pourraient être difficile à trouver dans un délai raisonnable, vu le caractère innovateur du projet. Quant à l'option de faire démarrer le projet par une

organisation spécialisée ou un bailleur de fonds, il n'était pas encore possible de les trouver. Reste donc la création d'une structure de démarrage du projet (pour une durée limitée) ce qui est vu comme une option pragmatique avec certains avantages par plusieurs interlocuteurs. Si ce serait par exemple une association de droit suisse, sa création serait vite faite et pouvait inclure aussi des personnes (morales et juridiques) internationales.

Phase de pérennisation du projet: Aucun commentaire ne met en doute qu'il est impératif de focaliser sur la pérennisation du projet dès sa conception. Mais sans financement, cette discussion apparaît assez hypothétique...

Modèle de gestion et rôle de l'auteur du projet: Dans sa conception originale, l'Observatoire social Sud Kivu sera porté majoritairement par des journalistes locaux, employés à temps partiel dans la **fonction d'Observateurs / Observatrices sociaux (OS)**. Ces personnes sont censées de travailler de manière autonome dans les différents Territoires de la Province du Sud Kivu. L'échange entre eux devient donc crucial pour le succès du projet et doit être organisé - dans la vision de l'auteur du projet - par des rencontres physiques réguliers. Centraliser les données récoltées par le OS et assurer l'accès est la deuxième tâche cruciale – une tâche plutôt technique que de gestion classique.

Basé sur ces réflexions, l'auteur estime que la fonction hiérarchiquement la plus haute dans le projet devrait être celle d'un coordinateur et ne pas celle d'un directeur (la 'direction' du projet devrait être l'objectivité des publications...). Quant à la question si l'auteur serait prêt à assumer la coordination du projet, la réponse serait oui, mais seulement si cela serait explicitement souhaité et seulement pour la phase de démarrage. A la longue, l'auteur se pourra imaginer plutôt dans l'évaluation de l'impact du projet et/ou dans l'assurance d'un suivi scientifique adéquat. Toujours selon la conviction de l'auteur, on trouvera des Congolaises ou des Congolais très bien qualifiés pour coordonner un Observatoire social Sud Kivu. Mettre une personne qui n'est pas originaire du Sud-Kivu dans un premier temps pourrait éventuellement minimiser des risques dus à des rivalités. Dans la même logique, on pouvait songer à une petite équipe de coordination au lieu d'une seule personne.

Une question spécifique a été soulevée en vu des modalités de fonctionnement : dans la proposition de projet, on comprend que le staff local serait pris en charge à titre individuel. Un commentateur critique que cela pourra entraîner des jalousies au sein des structures où ces OS resteront employés. Ce commentateur propose donc de plutôt chercher à collaborer avec des organisations (médias ou autres organisations) et ne pas avec des individus. Le défi serait de trouver un modèle de collaboration satisfaisant en même temps les OS et les structures dans lesquelles ils resteront engagés. Cela peut inclure l'établissement de deux contrats interconnectés pour chaque OS ou chaque groupe d'OS, comme le suggère un autre commentateur.

Acteurs, intérêts, opportunités

Un bon nombre de commentaires vont dans le sens que la question des acteurs (stakeholders), des intérêts et des opportunités seraient traitées d'une manière trop superficielle dans la proposition de projet. Pourtant, cette question ne peut pas être élucidée sans se concerter avec les personnes concernées au Sud Kivu. Cette question sera donc certainement parmi les grandes priorités de la visite au Sud Kivu à partir du 23 octobre 2016.

Une 'stakeholder-analysis' - au niveau général, ne pas pour le Sud Kivu - fait partie du travail scientifique à la base de la proposition du projet (voir document « Improving media initiatives in conflict zones », section B.1.2.3 et appendix 6). Diverses discussions ont permis d'intégrer un tableau synoptique d'acteurs, bénéficiaires et intérêts pour le cas du Sud Kivu dans la présentation (PowerPoint) de la proposition de projet.

Logiciel

Pour systématiquement visualiser, archiver et assurer l'accès public aux données recherchées par des OS, un logiciel simple sera à développer. Probablement, l'internet sera l'outil de choix pour ce travail, même si d'autres canaux de communication seront impérativement à exploiter pour inclure les communautés sans accès à l'internet. Voici quelques idées pour les spécifications :

- a) Le logiciel sera à concevoir comme « freeware », c'est à dire un software accessible gratuitement. Cela permettra à d'autres groupes de faire aussi leurs essais et de contribuer ainsi à l'amélioration continue.
- b) L'option d'appuyer le projet financièrement par des dons online devrait être intégré dans le logiciel.
- c) La clarté visuelle et primordiale. En même temps, il devrait être conçu de manière à éviter des classements (« rankings ») et des stigmatisations et discriminations qui en pouvaient découler. Dans la vision de l'auteur, on pouvait condenser des informations sur des tendances par exemple sous forme de flèches (aspect quantitatif ; tendance d'amélioration / situation stable / tendance de détérioration) et combiner cela avec des articles rédigés par les OS (sur le déroulement de leurs recherches, les difficultés rencontrées, les idées discutées etc.).
- d) Devrait être attractif pour les différents acteurs, bénéficiaires et clients (administration locale, société civile, médias, recherche, coopération, secteur culturel, business, sport, tourisme etc.)

En principe, il n'y a rien qui empêche la prise de contact par exemple avec des écoles techniques pour déjà faire un aperçu des options et des coûts, même si aucun financement n'est en vue à l'heure actuelle. Mais concrètement, aucune démarche n'a été entamée jusqu'à présent dans cette direction.

Études de départ (Baseline Studies)

La proposition de projet contient un volet spécifique pour un suivi scientifique (environ 16% du budget estimé). Ceci en premier lieu dans l'angle d'une assurance de qualité : les OS trouveront leurs informations de manière rudimentaire, parfois dans des conditions difficiles. Le suivi scientifique aura comme tâche de mettre en place un monitoring en parallèle afin de permettre une triangulation des résultats.

Un commentateur propose de profiter de la présence de spécialistes aussi pour la formation des OS. Il mentionne explicitement la formation en matière de la déontologie journalistique. Il serait à élucider si cela sera faisable, vu l'orientation du projet plutôt vers la recherche sociale appliquée. Parfois il serait aussi logique d'élargir le champs vers des formations en

matière de méthodologies de recherches (scientifiques) et de la validation des informations et des donnés.

A cet égard, différentes institutions universitaires ont été contactées pour sonder leur intérêt de collaborer dans le projet - si on trouvera un financement. Une institution congolaise a confirmé de vouloir coopérer. Avec différentes institutions suisses, des discussions sont en cours et on peut constater un certain intérêt. Mais il est évidemment trop tôt pour conclure quoi que ce soit.

La phase préparatoire sera intellectuellement parmi les plus exigeantes : définition des indicateurs, conception d'un logiciel adapté, fixer les modalités de coopération entre les différents acteurs... Voilà deux thèmes à retenir déjà pour cette phase préparatoire mais surtout quand un financement soit trouvé et on commence à entrer plus profondément en matière :

- a) La question, **comment traduire le travail des OS en actions constructives** a été mis en avant par différents commentateurs. Évidemment, ce serait déterminant pour le succès du projet, mais en même temps c'est un niveau très difficile à influencer. Dans cet angle, un commentateur recommande vivement d'investir une partie considérable du volume budgétaire dans la restitution des résultats : en plus d'impliquer les médias locaux au Sud Kivu, le site internet et la newsletter, ce commentateur propose d'organiser des forums publics à l'intérieur de la Province du Sud Kivu pour expliquer l'utilité du projet à tous les parties prenantes - administration, société civile, acteurs d'aide internationale etc. Des premiers entretiens à Bukavu en novembre 2016 confirment cette tendance.
- b) Selon la proposition de projet, le **problème à résoudre** est l'accès difficile, voir précaire, à des informations sociales. Certains commentaires critiquent que cette définition du problème n'est pas suffisamment précise et qu'il en manque la preuve. Il y a aussi des commentateurs qui ressentent une doute quant à la partie de l'hypothèse qui stipule que *l'accès public à des données sociales conduit à un paysage médiatique axé sur les faits réels ce qui permettra la prise de décisions collectives dans un climat de dialogue, de confiance et d'inclusion*. Des échanges intensifs à ce sujet seront cruciaux pour la formulation du projet définitif. Une autre approche serait de se poser la question sur les raisons de l'accès difficile à des informations sociales: Serait-ce parce que l'info n'est pas disponible? Pas accessible? Introuvable? Non adapté? Cachée? Monnayée? etc. Toujours dans l'angle de trouver un point de départ solide pour le projet, des commentateurs recommandent de bien à clarifier si la proposition de projet s'adresse à un vrai besoin ressenti par la population. Une relecture des interviews de 2011/12 sous cet angle donne l'impression que c'est le cas. Mais la question va rester sur agenda durant l'étude de faisabilité pour solidifier le point de départ du projet.

Initiation du projet

Comme premier pas, l'auteur de projet prévoit une mission au Sud Kivu afin d'étudier la faisabilité du projet et d'évaluer des potentiels participations locales, notamment avec des institutions congolaises et internationales, des organisations spécialisées (universités, ONG, entreprises, réseaux etc.) et des utilisateurs potentiels de services mises à disposition via le projet. Une première phase de cette mission a commencé le 4 novembre 2016 et durera

jusqu'au 22 novembre. Une deuxième partie est prévue entre le 11 et le 18 janvier 2017 (dates approximatives).

Pour le démarrage d'un éventuel projet, les questions suivantes ont été retenues durant les discussions depuis juin 2016:

- a) La sécurité du staff local doit guider toutes les démarches. Selon l'auteur, cela commence avec une communication claire que l'observatoire ne serait pas un instrument de critique ou d'opposition mais pour construire l'avenir ensemble. Un élément de plus dans cette perspective est la durée inhabituelle longue du projet proposé (10 ans).
- b) Le planning à l'heure actuelle prévoit une phase relativement longue jusqu'aux premières publications (deux ans environ). Durant cette phase, les données n'auront parfois pas la qualité et la consistance requise pour une publication. Mais en même temps, la transparence sur les travaux en cours est cruciale. Des solutions seront à trouver pour équilibrer les aspirations à la transparence et à l'exactitude. Une des possibilités sera la publication sous réserve dans un forum où les utilisateurs doivent s'identifier pour accéder aux données (accès via mot de passe).

Dans l'angle de s'approcher à des réponses à ces questions, deux documents de travail ont été établis :

- Une liste de question ouvertes (qui ressortent de la proposition de projet et des discussions qui ont eu lieu depuis sa mise en circulation en juin 2016)
- Une liste d'entretiens (souhaités, prévus etc.)

Ces documents sont disponibles dans le forum internet ou sur demande (voir introduction de ce texte).

Les premiers entretiens à Bukavu en novembre 2016 ont confirmé l'importance de focaliser sur les zones rurales, éloignés des centres. Cela pose un défi quant à l'organisation des entretiens physiques parce que cela entrainera des coûts sensibles de logistique. Une solution n'est pas encore trouvée à ce niveau. Des futurs entretiens montreront si on arrivera à mobiliser les ressources nécessaires pour organiser des rencontres physiques (généralement souhaités) ou si on sera obligé de travailler sur base d'entretiens par courriel, téléphone ou courrier. Un commentaire souligne l'importance d'investiguer sur des démarches déjà en cours pour établir la transparence sur les réalités sociales et leur évolution (NU, UE, Administration etc.) pour éviter des doublons.

L'auteur tient à noter le **risque** de produire un grand bruit en lançant cette idée de projet et de ne provoquer que des frustrations si la recherche d'un financement n'aboutirait à rien. Ainsi ; il a choisi une certaine discrétion dans ses démarches. C'est à dire que seulement un nombre relativement restreint de partenaires potentiels fut approché pour des discussions en profondeur et l'établissement des relations de confiance. Selon la position de l'auteur, un tel comportement serait recommandable, en combinaison avec une transparence maximale à tous les niveaux. Merci.

Bien évidemment, l'initiation du projet est étroitement liée à d'autres chantiers comme le cadre institutionnel, la question d'acteurs, intérêts et opportunités etc.

Pérennisation du projet

La proposition de projet stipule que l'observatoire social peut connecter différents acteurs à l'intérieur d'une zone de conflit (« Insiders », au Sud Kivu même), mais aussi ces « Insiders » avec des « Outsiders », (le 'reste du monde' pour le dire d'une manière simplifiée). Mais cela n'ira pas de soi, comme soulignent certains commentateurs.

Des efforts ciblés seront donc nécessaires pour atteindre cet objectif, qui est – selon l'avis de l'auteur – étroitement lié à la pérennisation d'un éventuel Observatoire social Sud Kivu : Bien que l'utilité directe du projet soit intentionnée au Sud Kivu, une orientation aussi vers l'extérieur - c'est à dire vers la diaspora, vers des cercles intéressés en dehors du Sud Kivu etc. - pourra s'avérer utile quant à la recherche des fonds pour la pérennisation du projet. En d'autres mots: Au niveau local, il sera beaucoup plus difficile de trouver des moyens d'autofinancement qu'à l'extérieur. La constitution d'un groupe de 'followers' - pourquoi ne pas les appeler des clients - à travers le monde devra donc figurer du début parmi les priorités du projet.

Les défis à ce niveau sont nombreux. Leur origine réside dans l'exigence que l'accès aux données recherchées par les OS doit être gratuit par principe. Les possibilités de mettre en valeur ce que produit le projet sont donc limitées. Mais avec la créativité nécessaire, il serait certainement possible de trouver des sources de revenu. La proposition de projet se limite à évoquer un Club d'amis du projet, la publication d'un Newsletter environ deux fois par année et un site internet pour assurer l'autofinancement à long terme.

L'auteur de la proposition est conscient que la question de l'autofinancement et de la pérennisation est très difficile et cruciale en même temps – et de nombreux commentateurs le soulignent aussi. Au fond, le danger que l'Observatoire soit manipulé ou récupéré par une partie ou l'autre doit être pris très au sérieux. Il n'est donc jamais trop tôt de discuter la question de la pérennisation et de l'autonomie financière déjà dans le cadre de la visite en octobre / novembre 2016 avec des partenaires potentiels. Cette question en d'autres mots : qui pouvait avoir intérêt à chercher quoi auprès de l'Observatoire social Sud Kivu - et comment faire pour qu'un nombre significatif d'utilisateurs se confie à cette source d'informations et reste fidèle?

Indicateurs

Le choix en indicateurs disponibles pour décrire des réalités sociales et leur changement est énorme : Indice du développement humain, Millenium Development Goals, Social Development Goals, Global Reporting Initiative ne sont que quelques exemples pour s'inspirer.

Mais pour l'observatoire social Sud Kivu, on sera obligé de se limiter à un nombre extrêmement restreint d'indicateurs. C'est un défi considérable : Premièrement parce qu'il doit être assuré que ce petit nombre d'indicateurs donne quand même une bonne vue d'ensemble de la Province, deuxièmement parce que les enquêtes sur ces indicateurs doivent être faisables pour des OS, c'est à dire par des journalistes locaux. Un commentaire va jusqu'à recommander de commencer par un seul indicateur (suggestion : mortalité infantile, taux de scolarité) et d'élargir ensuite.

La question des indicateurs est probablement la plus importante qui est laissée ouverte dans la proposition du projet. Simplement parce qu'il faut d'abord se concerter avec des personnes prêtes à devenir des OS. Même s'il ne sera aucunement possible d'aboutir avec cette jusqu'à fin janvier 2017, il est prévu d'en faire une priorité durant le temps qui reste.

Sujets à approfondir

Les sujets suivants seront à approfondir dans le cadre de la visite au Sud Kivu en octobre et novembre 2016 :

- a) Un interlocuteur pose la question, si les journalistes locales au Sud Kivu auront la capacité d'agir convenablement dans un projet qui est à l'intersection entre le journalisme et la recherche sociale appliquée. En plus, il déplore l'absence d'une analyse des forces et faiblesses des médias du Sud Kivu dans la proposition de projet. Cette critique mène vers la question, à quel degré veut-on et peut-on accroître la qualité des médias au Sud Kivu à travers un Observatoire social. Les premières discussions à Bukavu en novembre 2016 ont clairement montré que du côté médias, on se pose la question sur les bénéfices concrets qu'un engagement dans l'Observatoire. Et on peut retenir que des efforts pour augmenter la qualité des médias seront bienvenus. On a donc retenu les intérêts suivants de ces premières réflexions – en dehors de l'appui financier : élargissement de compétences méthodologiques, découverte de nouveaux sujets à couvrir, création de sources de revenu.
- b) Une autre question qui apparaît souvent est **la propriété des données récoltes par les OS**. Dans la vision de l'auteur, le plus logique sera de les traiter comme un bien commun, pour l'utilité de tous. Il faut voir clair que des données systématiquement récoltées sur une période de 10 ans (la durée proposée du projet) représentent une valeur considérable et peuvent réveiller des appétits de commercialisation pour servir des intérêts particuliers. Et il faut mettre des gardes fous pour éviter une telle appropriation. Une question cruciale là-dedans est : est-ce que des études approfondies sur base des données mises à disposition via l'Observatoire social pourront être commercialisées ou non ? Le dilemme : si on se met d'accord que c'est non, on se prive d'une source potentielle de revenus pour l'Observatoire social même, si on se met d'accord sur un oui, il faut accorder le droit de commercialisation des études approfondies aussi à des tiers ; et ne pas seulement aux OS...
- c) Un autre point à clarifier sera **le nombre d'entités géographiques** qu'on suivra à travers l'Observatoire social Sud Kivu. Le site officiel de la Province indique cinq Territoires (Kalehe, Uvira, Fizi, Mwenga et Shabunda). Sur les cartes de l'OCHA on en découvre huit (plus Kabare, Walungu et la ville de Bukavu). Si on continue en consultant la carte des zones de santé, on arrive à plus d'une trentaine. Vu le fait que chaque entité qu'on ajoute à l'Observatoire social augmente le coût global du projet. Par contre, chaque entité de moins diminuera sa pertinence. Le compromis sera probablement à trouver en se basant sur les médias qui réellement existent à l'intérieur de la Province et leur disposition de collaborer dans le projet. Cette question a été la plus discutée durant les premiers entretiens à Bukavu en novembre 2016 parce qu'elle a des répercussions immédiates sur le budget. En général, les commentaires sur l'estimation des coûts accompagnant la proposition de projet vont plutôt dans la direction que les coûts sont sous-estimés, surtout à cause de défis logistiques pour

atteindre des milieux ruraux à l'intérieur de la Province. Pourtant, un commentaire juge l'estimation des coûts « très raisonnable ».

- d) Sur le plan de la rhétorique, l'utilisation des termes « manipulation » et « propagande » pour décrire des mesures visant à rendre une société plus paisible ou moins violente a été critiquée. Il reste à décider sur des formulations à utiliser dans un document final de projet qui accompagnera des demandes de financement.

Propos recueillis par Hansueli Homberger, en collaboration avec ...